



Comptes annuels

Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025

ASS LYCEE PROF. ST YVES
Sainte EMERANCE BP 67025
35470 BAIN DE BRETAGNE

Sommaire

Attestation d'Expert Comptable	1
Résultat de l'association	3
Bilan actif	4
Bilan passif	5
Compte de résultat	6
Annexe légale	9
Règles et méthodes comptables	10
Faits caractéristiques	14
Notes sur le bilan	15
Notes sur le compte de résultat	22
Autres informations	23
Autres détails	25
Bilan détaillé	27
Compte de résultat détaillé	31
Nos Conseils Avisés	36

Compte rendu des travaux du professionnel de l'expertise comptable

Conformément à la mission qui nous a été confiée par le chef d'établissement et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 15/01/2018, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association LYCEE PROF. ST YVES relatifs à l'exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 28 pages, se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en euros
Total bilan	2 803 494
Total des ressources	768 873
Résultat net comptable (Déficit)	-35 443

Fait à RENNES SOLARIS le 15/01/2026
COURANT Ludovic
Expert comptable



Résultat de l'association

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2025	Net au 31/08/2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	163 836	141 369	22 467	27 531
Constructions	5 246 887	3 695 623	1 551 264	1 734 968
Installations techniques, matériels et outillages industriels	912 213	657 088	255 125	286 966
Autres immobilisations corporelles	179 475	125 734	53 741	59 901
Immobilisations corporelles en cours	13 697		13 697	
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	1 559		1 559	6 230
Prêts				30 000
Total I	6 517 666	4 619 814	1 897 852	2 145 596
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	9 207		9 207	
Avances et acomptes versés sur commandes	8 019		8 019	4 381
Créances				
Créances Usagers et comptes rattachés	122 016	55 090	66 926	77 068
Autres	60 693		60 693	153 768
Charges constatés d'avance	33 428		33 428	41 412
Valeurs mobilières de placement	264 360		264 360	199 360
Disponibilités	463 009		463 009	434 876
Total II	960 732	55 090	905 642	910 864
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 478 398	4 674 904	2 803 494	3 056 460
Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/08/2025	au 31/08/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres complémentaires	95 453	95 453
Fonds propres avec droits de reprise		
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	338 852	338 852
Report à nouveau	927 661	977 079
Excédent ou déficit de l'exercice	-35 443	-49 418
Situation nette (sous-total)	1 326 523	1 361 966
Subventions d'investissement	723 567	824 040
Total I	2 050 090	2 186 006
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	22 533	53 649
Total III	22 533	53 649
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	429 512	536 284
Emprunts et dettes financières diverses	50	50
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	35 378	34 738
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 604	56 673
Dettes fiscales et sociales	126 486	54 852
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		58 390
Autres dettes	56 826	29 809
Produits constatés d'avance	15	46 008
Total IV	730 871	816 804
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 803 494	3 056 460
(1) Dont à plus d'un an (a)	333 361	
Dont à moins d'un an (a)	362 132	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	11 920	10 430
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	2 374	2 069
Ventes de prestations de services	754 578	743 692
Produits des tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 315 542	1 046 371
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	31 116	30 807
Autres produits	5 223	
Total I	2 120 754	1 833 368
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 375	5 471
Autres achats et charges externes	809 529	783 703
Impôts, taxes et versements assimilés	54 820	44 013
Salaires et traitements	739 754	622 191
Charges sociales	226 166	190 530
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	326 256	304 593
Dotations aux provisions		24 971
Autres charges	228	25 822
Total II	2 159 127	2 001 294
1 . RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-38 373	-167 925
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	14 916	9 595
Total III	14 916	9 595
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	9 141	7 459
Total IV	9 141	7 459
2 . RESULTAT FINANCIER (III-IV)	5 776	2 136

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
3 . RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-32 597	-165 789
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		2 394
Sur opérations en capital		120 327
Total V		122 720
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		5 655
Dotations aux amortissements et aux provisions		693
Total VI		6 349
4 . RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		116 372
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 846	
Total des produits (I+III+V)	2 135 671	1 965 683
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 171 114	2 015 101
EXCEDENT OU DEFICIT	-35 443	-49 418

Annexe légale

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :

LYCEE PROF. ST YVES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2025, dont le total est de 2 803 494 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 35 443 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/12/2025 par les dirigeants de l'école.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique, d'établissement de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générales, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural. Cet établissement remplit les missions définies à l'article L.813-1 du code rural. Le contrat liant l'association à l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural.

Activités pédagogiques :

- Enseignement secondaire : 303 élèves pour 25 classes.
- Autres activités pédagogiques : voyages internationaux, etc.

Autres activités :

- Restauration scolaire : 297 élèves
- Internat : 54 élèves.
- Activités d'animation du territoire : accueil de groupe, location de salles. Etude surveillée

Moyens mis en œuvre :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 25
- Personnel salarié de l'association : 17 ETP
- Locaux scolaires : L'association est propriétaire de l'ensemble de ses bâtiments. Il n'existe pas de mise à disposition significative de bâtiments par des tiers, hormis la mise à disposition gratuite par la commune de Bain de Bretagne d'équipements sportifs, mais non valorisée, faute d'information fiable.

■ Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2023-03 du 7 juillet 2023 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre. Par exception, et en raison de l'entrée en vigueur du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant les dispositions du règlement ANC n°2018-06, des ajustements dans la présentation et l'évaluation de certains postes ont été opérés pour l'exercice clos 31/08/2025. Leur impact est présenté dans la note « Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre » de la présente annexe.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Subventions d'équipement :

Les subventions d'équipement sont amorties sur la même durée que les immobilisations qu'elles financent. Le montant de la reprise, comptabilisé en produits s'élève à 113 129 € pour cet exercice.

La taxe d'apprentissage :

La politique d'affectation de la taxe d'apprentissage se décide en conseil d'administration, elle peut soit être affectée aux investissements, soit au fonctionnement.

1) Concernant la taxe d'apprentissage affectée aux investissements :

Elle est comptabilisée au passif en 131 et est reprise au compte de résultat suivant la même durée que les investissements qu'elles financent. Le montant de la taxe affectée aux investissements est de 0 € sur l'exercice. Le montant de la reprise pour cet exercice se monte à 260 €.

2) Concernant la taxe d'apprentissage affectée au fonctionnement :

Elle est comptabilisée directement en exploitation via le compte 7482. Le montant de la taxe affectée au fonctionnement est de 14 091 € sur l'exercice.

Rémunération des dirigeants :

La divulgation de cette rémunération conduirait à donner une information nominative. Nous n'en faisons par conséquent pas mention ici.

■ Règles et méthodes comptables

Engagements retraite :

La part des engagements qui ont fait l'objet de provisions s'élève à 22 533 €. La provision pour indemnité de départ en retraite est comptabilisée chaque année pour le personnel de droit privé, en fonction de la date de naissance, de l'ancienneté des personnels et en fonction de la probabilité que les personnes soient encore présentes dans l'association lors de leur départ en retraite.

Les hypothèses retenues sont le départ à 62 ans et un taux de charges de 40%

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 5 à 10 ans
- * Constructions : 10 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 7 à 15 ans
- * Installations techniques : 3 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 7 à 15 ans
- * Matériel de transport : 5 à 7 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

■ Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

■ Faits caractéristiques

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Impact du changement de plan comptable (ANC 2023-03)

À compter de l'exercice clos le 31/08/2025, l'association applique le règlement ANC 2023-03 relatif à la mise à jour du plan comptable général. Cette évolution entraîne des ajustements dans la présentation et le traitement de certaines opérations.

Principaux impacts identifiés :

Amortissement des subventions d'investissement : la méthode d'amortissement des subventions d'investissement a été revue pour se conformer aux règles actualisées, avec une imputation systématique en résultat d'exploitation sur la durée d'utilisation des biens financés.

Transferts de charges : les modalités de comptabilisation et de présentation des transferts de charges ont été adaptées conformément aux nouvelles dispositions

Lors de l'exercice précédent, les amortissements des subventions d'investissement étaient comptabilisés en résultat exceptionnel pour un total de 118 527€. Si ces amortissements avaient été constatés en résultat d'exploitation, le résultat d'exploitation N-1 aurait été de -49 318 € (contre -167 925€ présenté).

Concernant les transferts de charges, le changement n'est pas significatif, puisque les transferts de charges représentaient 7 786€ en N-1 et leur reclassement n'impacte pas le résultat d'exploitation.

Ces changements n'ont pas d'incidence sur le résultat global, mais améliorent la lisibilité et la conformité des états financiers au nouveau cadre réglementaire.

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	163 836			163 836
- Constructions sur sol propre	4 597 191			4 597 191
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	628 549	21 146		649 696
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	874 207	38 005		912 213
- Installations générales, agencements aménagements divers	49 573	2 558		52 131
- Matériel de transport	53 525			53 525
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	70 306	3 513		73 819
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		13 696		13 697
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	6 437 187	78 919		6 516 107
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	6 230		4 671	1 559
- Prêts et autres immobilisations financières	30 000		30 000	
Immobilisations financières	36 230		34 671	1 559
ACTIF IMMOBILISE	6 473 418	78 919	34 671	6 517 666

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	136 305	5 064		141 369
- Constructions sur sol propre	3 215 472	159 138		3 374 610
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	275 301	45 713		321 013
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	587 242	69 846		657 088
- Installations générales, agencements aménagements divers	16 614	4 541		21 155
- Matériel de transport	37 025	5 400		42 425
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	59 864	2 289		62 154
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 327 822	291 992		4 619 814
ACTIF IMMOBILISE	4 327 822	291 992		4 619 814

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 216 138 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	122 016	122 016	
Autres	60 693	60 693	
Charges constatées d'avance	33 428	33 428	
Total	216 138	216 138	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Méthode : Provisionnement à hauteur de 70 % pour les créances âgées de 6 à 12 mois et 100 % pour celles de plus de 12 mois à la date de clôture.

Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	
Indemnités journalières à recevoir	
Produits à recevoir	8 497
Total	57 064

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	20 826	34 264		55 090
Total	20 826	34 264		55 090
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		34 264		
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r	95 453				95 453
Fonds propres avec droit de r					
Ecart de réévaluation					
Réserves	338 852	-49 418		-49 418	338 852
Report à Nouveau	977 079			49 418	927 661
Excédent ou déficit de l'exerci	-49 418	49 418		35 443	-35 443
Situation nette	1 361 966			35 443	1 326 523
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	824 040			100 473	723 567
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
TOTAL	2 186 006			135 916	2 050 090

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charge	53 649		31 116		22 533
Total	53 649		31 116		22 533
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation Financières Exceptionnelles			31 116		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 695 493 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	429 512	96 151	246 279	87 082
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	50	50		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 604	82 604		
Dettes fiscales et sociales	126 486	126 486		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	56 826	56 826		
Produits constatés d'avance	15	15		
Total	695 493	362 132	246 279	87 082
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	106 591			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	481
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 194
Dettes fiscales et sociales	36 756
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	4 296
Total	58 728

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance			
Total	33 428		

■ Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 704 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		1 041 107				1 041 107
Subventions d'exploitati	140 568		6 648			274 436
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investisse		4 905	108 224			
						1 315 542

Résultat financier

L'impôt sur les sociétés sur les produits financiers perçus au cours de l'exercice s'élève à 2 846€ pour l'ensemble de l'association.

■ Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Nantissement Epargne pour garantie prêt CAM dont le CRD à la clôture est de	172 527
Autres engagements donnés	172 527
Total	172 527

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Subventions d'équipements notifiées correspondant à des dépenses non facturées	119 272
Autres engagements reçus	119 272
Legs nets à réaliser	
Total	119 272

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

L'association bénéficie de la mise à disposition non exclusive et gratuite par la commune de Bain-de-Bretagne d'équipements sportifs. Cette contribution volontaire n'a pas été valorisée.



Autres détails

Bilan détaillé

ACTIF

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2025	Net au 31/08/2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
2110000000 - Terrains	10 596		10 596	10 596
2120000000 - Aai terrains	153 240		153 240	153 240
2812000000 - Amort.aai terrains		141 369	-141 369	-136 305
	163 836	141 369	22 467	27 531
Constructions				
2131000000 - Constr.& amen.sol propre	1 371 037		1 371 037	1 371 037
2131200000 - Const bat.classes	422 170		422 170	422 170
2131210000 - Const bat.classes mobiles	211 842		211 842	211 842
2131300000 - Const préfa et préau	225 706		225 706	225 706
2131400000 - Bat 91 labo+cuis péda	598 019		598 019	598 019
2131500000 - Bat cdi+classe annee 2011	850 223		850 223	850 223
2131600000 - Internat village const	626 100		626 100	626 100
2131610000 - Internat village const. 2019	292 093		292 093	292 093
2135000000 - Aai des construct. sol propre	649 696		649 696	628 549
2813100000 - Amort.constr amen sol propre		1 116 722	-1 116 722	-1 083 417
2813120000 - Amort préf+préau		397 776	-397 776	-391 485
2813121000 - Amort. const bat. classes mobiles		82 983	-82 983	-69 152
2813130000 - Amot const nouvelles classes		222 086	-222 086	-220 348
2813140000 - Amorts bat.91 labo+cuis péda		545 550	-545 550	-537 536
2813150000 - Amortissement bat cdi+classe 2011		578 785	-578 785	-537 997
2813160000 - Amortis village internat		318 384	-318 384	-282 288
2813161000 - Amort. internat 2019		112 323	-112 323	-93 248
2813500000 - Amort.aai sol propre		321 013	-321 013	-275 301
	5 246 887	3 695 623	1 551 264	1 734 968
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
2150000000 - Mob mat inst liees activites	418 728		418 728	387 987
2150800000 - Installations techniques	193 911		193 911	193 911
2151000000 - Mat.mob pension 1/2 pension	198 549		198 549	196 489
2155000000 - Mat/mob adm+menage	101 025		101 025	95 821
2815000000 - Amort mm lies activite		355 732	-355 732	-316 358
2815080000 - Amort installation technique		54 326	-54 326	-36 994
2815100000 - Amort mat/mob pens 1/2 pension		155 363	-155 363	-144 756
2815500000 - Amort mat mob divers		91 667	-91 667	-89 134
	912 213	657 088	255 125	286 966
Autres immobilisations corporelles				
2181000000 - Installations gÉnÉrales	52 131		52 131	49 573
2182000000 - Materiel de transport	53 525		53 525	53 525
2183000000 - Mat.administratif	19 839		19 839	18 736
2183010000 - Materiel info vie scolaire	846		846	846
2184000000 - Mobilier administratif	53 133		53 133	50 724
2818100000 - Amort. instal. gales, agenc. div		21 155	-21 155	-16 614
2818200000 - Amort.materiel de transport		42 425	-42 425	-37 025
2818300000 - Amort.mob.et mat.administratif		17 885	-17 885	-17 415
2818301000 - Amort.mat.informatique.vie scolaire		846	-846	-846
2818400000 - Amort mob administratif		43 422	-43 422	-41 603
	179 475	125 734	53 741	59 901
Immobilisations corporelles en cours				
2310000000 - Immobilisat. corporelles en cours	13 697		13 697	
	13 697		13 697	
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés				
2718000000 - Titres immobilisés autres	1 559		1 559	6 230
	1 559		1 559	6 230
Prêts				
2742000000 - Prêt aux partenaires				30 000
				30 000

■ Bilan détaillé

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2025	Net au 31/08/2024
Total I	6 517 666	4 619 814	1 897 852	2 145 596
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
3225000000 - FOURNITURES DE BUREAU	1 306		1 306	
3230000000 - Stocks autres appro. pédagogiques	7 901		7 901	
	9 207		9 207	
Avances et acomptes versés sur commandes				
4091000000 - Fournisseurs avances et acptes	8 019		8 019	4 381
	8 019		8 019	4 381
Créances				
Créances Usagers et comptes rattachés				
4110000000 - Usagers	78 239		78 239	53 815
4181000000 - Usagers, produits non facturés	43 777		43 777	44 079
4910000000 - Provision creances familles		55 090	-55 090	-20 826
	122 016	55 090	66 926	77 068
Autres				
4010000000 - Fournisseurs - france	3 988		3 988	8 553
4247000000 - Amundi	432		432	1 335
4250000000 - Personnel - avances et acomptes	550		550	5 400
4287100000 - Indemnités journalières à recevoir	4 790		4 790	5 636
4411000000 - Subvention d'investis. À recevoir	999		999	5 251
4411200000 - Subv.invest.regions a recevoir	12 422		12 422	44 481
4411810000 - Fonds européens à recevoir	24 589		24 589	66 862
4483300000 - Formation continue				637
4670000020 - Pack fourniture scolaire refacturé				2 375
4670000048 - PAYS BAS	1 480		1 480	
4670000330 - CAP1 VOYAGE PARIS 24-25	2 945		2 945	
4671000000 - Débiteurs divers				1 381
4687000000 - Produits a recevoir	8 497		8 497	11 857
	60 693		60 693	153 768
Charges constatés d'avance				
4866000000 - Charges constatees d'avance	33 428		33 428	41 412
	33 428		33 428	41 412
Valeurs mobilières de placement				
5081000000 - Autres valeurs mobilières	139 360		139 360	139 360
5081110000 - Trésor pro 3	125 000		125 000	60 000
	264 360		264 360	199 360
Disponibilités				
5121100000 - Banque crca bain	124 194		124 194	31 861
5121110000 - Compte courant mobilites	1 396		1 396	683
5121200000 - Banque cmb cpte courant bain	13 556		13 556	61 567
5121210000 - CMB TRESOVIV	76 123		76 123	
5121220000 - Livret b ccm				1 111
5121400000 - Dav dedie nanti	3 585		3 585	3 259
5178100000 - Livret a	77 346		77 346	78 511
5178300000 - Livret csl asso	166 789		166 789	256 304
5310000000 - Caisse principale	20		20	1 582
	463 009		463 009	434 876
Total II	960 732	55 090	905 642	910 864
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 478 398	4 674 904	2 803 494	3 056 460

Bilan détaillé

PASSIF

	au 31/08/2025	au 31/08/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres complémentaires		
1021001000 - Fonds dotation pipriac	95 453	95 453
	95 453	95 453
Fonds propres avec droits de reprise		
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité		
1068200000 - Reserve sur excédents pour inv	66 041	66 041
1068500000 - Reserve de trésorerie	88 573	88 573
1068501000 - Réserve trésorerie pipriac	56 254	56 254
1068800000 - Autres réserves	127 984	127 984
	338 852	338 852
Report à nouveau		
1100000000 - Report À nouveau (solde crÉditeur)	927 661	977 079
	927 661	977 079
Excédent ou déficit de l'exercice	-35 443	-49 418
Situation nette (sous-total)	1 326 523	1 361 966
Subventions d'investissement		
1311000000 - Subventions de l'État	15 362	19 437
1312000000 - Subventions région	1 662 858	1 665 867
1313000000 - Subventions d'équipement dep	16 469	16 469
1318100000 - Taxe apprent.affectee equip.	23 134	23 134
1391100000 - Sub. d'invest. c/r état	-8 237	-8 124
1391200000 - Subv.équipement régions	-946 415	-853 460
1391300000 - Subvention d'équipement dep	-16 469	-16 408
1391810000 - Amort.tax.e apprent.affectée.equip	-23 134	-22 875
	723 567	824 040
Total I	2 050 090	2 186 006
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges		
1521000000 - Provisions pour pensions et obligat	22 533	
1530000000 - Prov.indemn.depart retraite		53 649
	22 533	53 649
Total III	22 533	53 649
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
1640020000 - Prêt clôture et chaudière stabilisé	108 257	118 355
1640030000 - Pret n°2 construc. bât. 2012	8 348	24 643
1640040000 - Pêt 2019 village nouveau	55 441	68 710
1640090000 - Prêt village a vivre	172 527	198 932
1640100000 - Pret conduite eau	71 215	94 418
1641000000 - Pret cdi+classes 2011	13 243	30 564
1688451000 - Interets courus : emprunt 01	481	663
	429 512	536 284
Emprunts et dettes financières diverses		
1655000000 - Cautionnement	50	50
	50	50

■ Bilan détaillé

	au 31/08/2025	au 31/08/2024
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
4191000000 - Usagers - acomptes sur commandes	35 378	34 738
	35 378	34 738
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
4010000000 - Fournisseurs - france	65 410	50 352
4081000000 - Fournis.biens fact.non parven	17 194	6 321
	82 604	56 673
Dettes fiscales et sociales		
4210000000 - Personnel - rémunérations dues	857	90
4270000000 - Personnel - oppositions	100	
4286000000 - Autres charges de pers.a payer	24 876	
4288200000 - Dettes provision.sur c.payes	1 891	1 753
4310000000 - Msa	58 896	30 694
4370200000 - Agrica Plan santé	2 031	
4373140000 - Ccpma prev retraite associatio	1 810	14 229
4382000000 - Charges sociales s/congEs À payer	511	526
4386000000 - Autres charges sociales a pay.	11 370	1 414
4410000000 - Bourse à repartir	1 624	1 404
4421000000 - Impot a la source	7 630	1 943
4440000000 - Etat - impÔts sur les bÉNÉfices	2 846	
4471000000 - Taxe sur les salaires	10 679	2 801
4483300000 - Formation continue	1 366	
	126 486	54 852
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
4041000000 - Fournisseurs d'immobilisations		58 390
		58 390
Autres dettes		
4110000000 - Usagers	10 106	9 689
4198000000 - Avoirs à établir	4 296	4 296
4670000000 - Autres cptes débiteurs/créditeurs	489	489
4670000100 - Bafa terminales 24-25		3 017
4670000260 - Aps premiPres sapat 24-25	12 742	5 200
4670000270 - Map premiPres sapat 24-25		3 300
4670000280 - Voyage paris le havre premieres ven	5 332	3 394
4670000290 - Sst terminale vente 24-25		149
4670000320 - Voyage paris le havre premieres ven		275
4670000340 - CAP1 SORTIE RENNES	1 095	
4670000360 - APS PREMIERE SAPAT 25-26	6 416	
4670000370 - MAP PREMIERE SAPAT 25-26	3 300	
4670000380 - BAFA Terminales 25-26	2 045	
4670000390 - ESDD PREMIERE SAPAT 24-25	2 240	
4670000400 - Voyage etude de milieu 1ere vente 2	7 694	
4670000410 - MAP 1ERE VENTE	853	
4673000000 - Activite eleves a redonner	218	
	56 826	29 809
Produits constatés d'avance		
4877000000 - Produits constatés d'avance		45 993
4878100000 - Taxe apprentissage a affecter	15	15
	15	46 008
Total IV	730 871	816 804
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 803 494	3 056 460

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
7561000000 - Cotisations sans contrepartie	11 920	10 430
	11 920	10 430
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
7072000000 - Fournitures d'enseig. revendus	2 374	2 059
7078000000 - Autres		10
	2 374	2 069
Ventes de prestations de services		
7061100000 - Familles : enseignement	253 810	223 821
7061200000 - Familles : restauration	205 343	198 146
7061300000 - Familles:hebergement	75 104	69 327
7062700000 - Prestation pédagogique sous traitan	126 047	62 703
7064000000 - Prestations annexes aux familles	34 059	137 944
7064100000 - Assurances	3 110	2 968
7064900000 - Autres	6 990	5 442
7064923000 - Solidarité	692	-6 153
7064928030 - Sejours etranger	16 456	16 155
7081100000 - Locations immeuble ou logement	29 396	31 873
7081200000 - Repas du personnel	1 090	1 466
7088000000 - Autres produits activitEs annexes	2 482	
	754 578	743 692
Produits des tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
7318000000 - Autres aides à l'emploi	53 210	50 791
7331000000 - Solde taxe apprentissage		11 554
7371000000 - Subvention de fonctionnement	800 267	762 348
7372100000 - Subvention dgh non contractualisée	156 839	104 493
7372200000 - Subvention pour suppléances	30 791	35 417
7428000000 - Subventions diverses	6 648	5 082
7471000000 - Quote-part subv. invest. CR	113 129	
7482000000 - Solde de la ta affecté au fonctionn	14 091	
7483000000 - Programmes de l'ue (erasmus...)	140 568	76 686
	1 315 542	1 046 371
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges		
7815100000 - Reprise de provision jep		11 839
7815300000 - Rep.prov.risque idr	31 116	
7817400000 - Reprise prov.creance eleves		11 182
7910000000 - Transfert de charges d'exploitatio		7 786
	31 116	30 807
Autres produits		
7580000000 - Autres produits divers de gestion c	5 223	
	5 223	
Total I	2 120 754	1 833 368
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
6073100000 - Livres		3 314
6073200000 - Achats stockés pédag. fournitures	2 375	2 157
	2 375	5 471
Autres achats et charges externes		
6045600000 - P.s.: fourniture repas	178 898	170 730
6045900000 - Autres prestations	30 222	29 231
6061100000 - Eau	5 471	3 065
6061200000 - Electricite	22 795	22 106
6061300000 - Gaz	21 979	16 297

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
6061600000 - Carburant	2 786	4 050
6063100000 - Fournitures pour atelier entretien	7 458	5 298
6063200000 - Fournitures et petit materiel netto	5 071	6 917
6063400000 - Petit materiel de cuisine	10	1 948
6063700000 - Infirmerie	1 014	218
6063800000 - Petit materiel divers	3 022	1 479
6064000000 - Achats fournitures administratives	1 393	972
6064100000 - Petit materiel et fournitures infor	2 685	3 235
6064300000 - Petit materiel et fournitures admin	327	915
6068111000 - Budget.péda.cdi	3 909	4 557
6068120000 - Autres matieres et fourniture fi	814	
6068190000 - Budg.pedag agr. a repartir	31 268	28 846
6068191000 - Peda cuisine	76	
6068191200 - Activités élèves	10 323	10 012
6068191300 - Bafa	6 845	14 109
6068191400 - Peps		-59
6068191500 - Equitation	10 300	16 625
6068191600 - Psci	2 961	3 524
6068191700 - Belgique	53 730	18 947
6068191800 - Aps		9 779
6068191900 - Map	5 290	4 310
6068192000 - Budg.pedag internat	4 711	8 020
6068192100 - Séville 2nde	23 062	22 580
6068192200 - Irlande	4 879	6 357
6068192300 - Malte	24 141	29 353
6068192400 - Caen	10 719	6 310
6068192800 - Madagascar		50 745
6068200000 - ActivitUs d'enseignement (apprentis	16 109	6 260
6068400000 - Pastorale cathechese et culte	127	904
6135000000 - Locations mobilières	23 803	12 426
6152900000 - Entret.locaux (proprietaire)	12 367	6 714
6155020000 - Entret.vehicules	9 503	1 697
6155060000 - Entret.mat.espace vert	1 123	1 347
6155070000 - Entret.mat.chauffage	1 562	875
6156020000 - Contrat maint deratisation		481
6156030000 - Contrat maintenance inf adm	14 131	8 840
6156040000 - Contrat maintenance repro	33 040	19 006
6156050000 - Contrat maintenance divers	7 370	10 277
6156060000 - Contrat de maint affranchir	1 798	1 730
6156160000 - Contrat maintenance inf peda	4 382	4 222
6161200000 - Assurance dommages aux biens	6 417	6 202
6164000000 - Auto mission	1 142	1 047
6166000000 - Assurance responsab.civ.	2 819	2 309
6167100000 - Assurance materiel roulant	1 905	1 748
6167200000 - Assurance materiel divers	291	254
6169000000 - Assur.acc.travail eleves	17 962	16 619
6185000000 - Frais de colloques, de sÉminaires	1 320	1 290
6226100000 - Honoraires administratifs	29 884	26 113
6227000000 - Frais d'actes et contentieux	1 356	481
6228000000 - Honoraires divers	1 753	
6231000000 - Annonces et insertions	1 483	1 853
6236000000 - Brochures et dépliants...	422	19 249
6237000000 - Publications (p/exterieur)	1 630	7

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
6238000000 - Divers (pourb.,petits dons..)	6 088	4 690
6247110000 - Transport personnel non enseignant	5 903	2 275
6247200000 - Transport personnel enseignant	1 875	1 950
6251000000 - Voyages et déplacements	451	689
6256000000 - Mission et receptions	4 855	9 175
6263000000 - Affranchissements	2 855	3 032
6265000000 - Téléphone, internet et télécopie	10 007	9 661
6278000000 - Autres services bancaires	1 854	1 959
6281090000 - Cotisations agricoles	93 822	94 666
6281800000 - Cotis. autres	11 962	3 182
	809 529	783 703
Impôts, taxes et versements assimilés		
6311000000 - Taxe sur les salaires	32 000	26 201
6333000000 - Particip.formation continue	12 515	7 593
6351200000 - Taxes foncieres	7 609	7 445
6351300000 - Taxes s/ordures menageres	2 097	2 127
6354000000 - Droit d'enregist.	600	646
	54 820	44 013
Salaires et traitements		
6411000000 - Salaires pat administratif pvs	339 173	310 332
6411004000 - Bruts enseignants	195 982	166 012
6411010000 - Bruts direction	153 549	112 664
6411990000 - Prov.conges payes brut	138	1 753
6413000000 - Primes et gratifications	16 657	2 213
6414300000 - Autres indemnités	24 876	19 125
6483500000 - Cotisations enseignants	9 394	9 566
6488000000 - Charges soc./rem.a payer	-15	526
	739 754	622 191
Charges sociales		
6451000000 - Cotisations msa	200 341	161 530
6452000000 - Cotisations mutuelle person	8 124	3 210
6453100000 - Cotisations prevoyance agric	10 366	13 929
6470000000 - Autres charges sociales	7 463	
6471200000 - Abondement	5 660	3 330
6475000000 - MÉdecine du travail et pharmacie	2 586	2 328
6478000000 - Stages format.perfectionn.	4 377	6 203
6490000000 - Remboursement charges Personnel	-12 749	
	226 166	190 530
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
6811200000 - Dot.amort.corp.	291 992	296 208
6817400000 - Dot.prov.dettes familles	34 264	8 385
	326 256	304 593
Dotations aux provisions		
6815100000 - Dot.prov. pej		3 999
6815300000 - Dot.prov.risq idr		20 972
		24 971
Autres charges		
6540000000 - Pertes s/crÉances irrÉcouvrables		25 819
6580000000 - Ecart de reglement	183	3
6582000000 - Pénalités amendes fiscales	45	
	228	25 822
Total II	2 159 127	2 001 294

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
1 . RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-38 373	-167 925
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés		
7680000000 - Autres produits financiers	14 916	9 595
	14 916	9 595
Total III	14 916	9 595
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
6611100000 - Interets emprunts immobilis.	9 141	7 459
	9 141	7 459
Total IV	9 141	7 459
2 . RESULTAT FINANCIER (III-IV)	5 776	2 136

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
3 . RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-32 597	-165 789
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
7718000000 - Autres produits except. de gestion		2 394
		2 394
Sur opérations en capital		
7752000000 - Produits des cessions d'actifs		1 800
7771000000 - Quote-part des subventions		4 517
7771200000 - Qp subv. invest virée au résultat		109 888
7771300000 - Qp de subventions virée au résultat		894
7771810000 - Autres qp subv virées au résultat		3 228
		120 327
Total V		122 720
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
6712000000 - Pénalités et amendes		192
6718000000 - Autres charges except. de gestion		5 463
		5 655
Dotations aux amortissements et aux provisions		
6871200000 - Dot. amort. exce s/immob corporel.		693
		693
Total VI		6 349
4 . RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		116 372
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
6950000000 - ImpÔts sur les bÉnÉfices	2 846	
	2 846	
Total des produits (I+III+V)	2 135 671	1 965 683

■ Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 171 114	2 015 101
EXCEDENT OU DEFICIT	-35 443	-49 418

Nos Conseils Avisés

Nos conseils

Nous avons élaboré vos comptes annuels en fonction des éléments que vous nous avez transmis. Des conseils personnalisés vous sont apportés dans le cadre du compte rendu de notre mission (*commentaire de résultat, courrier de recommandation conseils, notes techniques, comptes rendus de rendez-vous...*). L'objet de ce document est de vous alerter sur des possibilités d'évolution de votre entreprise qui peuvent faire l'objet d'étude spécifique ou de conseil à mettre en œuvre. La prise en compte de ceux-ci a pour objectif de garantir votre sécurité et la bonne marche de votre entreprise.

Entreprise individuelle

Si votre entreprise est sous statut d'entreprise individuelle, une évolution juridique peut permettre de mieux protéger votre patrimoine professionnel et personnel. En effet, votre responsabilité est alors fonction du capital social de la société. Une étude personnalisée permettra de mettre en évidence les solutions les plus adaptées à votre situation. Vous pouvez mettre à profit cette étude pour mesurer les conséquences de l'évolution du statut de votre conjoint. A défaut de mise en société, la protection de votre habitation principale peut être obtenue en réalisant une déclaration d'insaisissabilité auprès de votre notaire.

Société et assemblée générale

En qualité de gérant de société, il vous appartient de tenir une assemblée générale ordinaire annuelle. Celle-ci doit être matérialisée par des actes juridiques. Pour les sociétés dites commerciales, un dépôt des comptes annuels est à réaliser, en général, auprès du greffe du tribunal de commerces. Nos équipes juridiques sont bien entendu à votre écoute pour vous aider à la réalisation de cette formalité. En cas de manquement, vous exposez votre responsabilité vis-à-vis des tiers et de vos associés.

Comptes courants associés débiteurs

La présence d'un compte courant associé débiteur dans une société commerciale est assimilable à un abus de droit social. Cela signifie que vos prélèvements financiers ont été supérieurs à vos rémunérations et distributions de bénéfices acquises au sein de la société. Il peut en résulter des conséquences en matière d'imposition, de cotisations sociales et de responsabilité.

Assurances responsabilité civile

Parce qu'un préjudice lié à votre activité peut amener un tiers à se retourner contre vous, nous vous conseillons de vérifier les garanties de votre contrat d'assurance de responsabilité civile. En cas d'absence de cette couverture, nous vous invitons très fortement à vous rapprocher d'un assureur pour étudier la mise en place de cette protection et ainsi éviter une mise en danger de l'entreprise.

Assurance homme clé

La bonne marche de votre entreprise dépend essentiellement du chef d'entreprise. Alors que celui pense souvent à s'assurer pour les pertes matérielles ou des pertes d'exploitation, il néglige souvent l'assurance homme clé. Or toute absence imprévue du chef d'entreprise peut se traduire par un manque à gagner pouvant mettre en péril la vie de l'entreprise. Nous vous conseillons d'étudier ce point en fonction des enjeux pour votre entreprise.

Assurance risque fiscal

Tout événement exceptionnel auquel peut être confrontée votre entreprise peut engendrer des revenus taxables ayant pour conséquence un surplus d'impôt à payer. Ce risque peut être couvert par une assurance risque fiscal. Nous vous conseillons d'étudier l'opportunité de la mise en place d'une telle couverture pour votre entreprise. De même, nous vous invitons à réévaluer les risques de façon régulière afin de ne pas vous trouver en situation de risque insuffisamment couvert.

Document unique d'évaluation des risques professionnels

L'emploi de travailleurs (*salariés, stagiaires...*) vous engage à respecter un certain nombre d'obligation et notamment la réalisation et l'actualisation d'un document unique d'évaluation des risques professionnels. A défaut votre responsabilité pourra être engagée avec des conséquences financières très lourdes en cas d'accident du travail, maladie professionnelle d'un de vos travailleurs. Nos conseillers sont à votre écoute pour vous accompagner dans la mise en place de ce document.

Recours à la sous-traitance et obligation de vigilance du donneur d'ordre

Pour tout contrat d'un montant minimum de 5 000 euros (*montant global de la prestation même si celle-ci fait l'objet de plusieurs paiements ou facturations*), vous êtes tenu de vérifier, lors de sa conclusion, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, que votre sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations.

À CET EFFET, VOUS DEVEZ EXIGER :

- Un document attestant de l'immatriculation de votre sous-traitant,
- Une attestation de vigilance, délivrée par l'Urssaf, qui mentionne le nombre de salariés et le total des rémunérations que votre sous-traitant a déclaré lors de sa dernière échéance.

Ce document atteste également de son respect des obligations de déclaration et de paiement des charges sociales. Vous devez vous assurer, en tant que donneur d'ordre, de la validité des attestations que votre sous-traitant vous fournit. Sur la page d'accueil du site www.urssaf.fr vous devez saisir le numéro de sécurité mentionné sur l'attestation afin de vérifier l'authenticité du document. À défaut de procéder à ces vérifications, vous serez poursuivi et condamné solidairement à régler les cotisations de Sécurité sociale de votre sous-traitant, si celui-ci a eu recours au travail dissimulé.

Nos Conseils Avisés

Validation des trimestres de retraites

Dans le régime social des indépendants le nombre de trimestres validés pour votre retraite dépend des revenus de votre activité. Fonction de vos objectifs de départs en retraite, de niveau de vie souhaité après votre phase d'activité professionnelle, des rachats de trimestres peuvent être envisagés. Nos conseillers sont à votre disposition pour étudier les possibilités d'amélioration de votre revenu pour obtenir un nombre de trimestres en phase avec votre activité. Un bilan conseil retraite peut être utile pour mieux connaître vos droits et montant prévisionnel de revenu à la retraite.

Demandes d'aide

N'étant pas décisionnaire dans les montants d'aides qui pourront vous être attribuées, notre mission consiste à vous accompagner dans la réalisation des demandes. Ceci ne garantit pas l'obtention du montant estimé et demandé.

Délai de conservation des documents

Le délai de conservation des documents comptables, livres, registres, documents, ou pièces quelconques (*factures, bons de commande, courriers...*) est fixé à 6 ans. On notera qu'il s'agit d'une obligation d'ordre fiscal. Nous vous suggérons cependant dans l'intérêt de l'entreprise de conserver ces documents pendant 10 ans qui correspond au délai de conservation des documents comptables des entreprises commerciales. Dans les sociétés, il est préconisé de conserver les livres légaux (*grand livre- balance*) pendant la durée de la société. Il est conseillé de conserver les factures d'investissement pendant toute la période d'amortissement.

Notre conseil pour la conservation des autres documents		Durée légale	Durée suggérée dans l'intérêt de l'entreprise
Documents juridiques :	Statuts et tout acte lié au fonctionnement de la société		Illimitée
	Registre des procès-verbaux, de vente ou transfert de titres, Rapport des gérants, feuille présence aux assemblées	6 ans	30 ans
	Titres de propriété et acte de vente	30 ans	30 ans
Documents relatifs au personnel	Registre du personnel	5 ans après départ du salarié	30 ans
	Double des bulletins de salaires	5 ans	30 ans
	Fiches individuelles, répartition intéressement	30 ans	30 ans
	Déclarations sociales		
	▪ Sécurité sociale ▪ Assedic ▪ Retraite complémentaire	3 ans 5 ans 10 ans	10 ans 10 ans 10 ans

Respect des obligations réglementaires (ICPE, ...)

Si votre activité relève des installations classées, votre activité doit être déclarée ou autorisée auprès des autorités préfectorales (*taille, effectifs, surface, ...*). Vous devez disposer d'un récépissé ou d'un arrêté en cohérence avec la taille de votre outil. Nous vous conseillons de vérifier régulièrement cette obligation et de mettre en conformité votre déclaration ou autorisation si besoin.

Difficultés de gestion

Si votre entreprise rencontre des difficultés de gestion liées à un développement d'activité, un manque d'activité, une défaillance d'un tiers, un manque de rentabilité... des solutions peuvent être mises en œuvre pour préserver la pérennité de l'entreprise. Ceci nécessite un diagnostic préalable à la mise en place d'une solution adaptée. Nous vous conseillons de prendre contact avec un conseiller spécialisé dans ce domaine, dès l'apparition des premiers signes de fragilité. Votre comptable peut vous orienter dans cette démarche.

Dépôt des déclarations

Sans formalisation d'une mission de dépôt des déclarations par CER FRANCE Brocéliande, le chef d'entreprise est responsable du dépôt de celles-ci auprès des organismes et administrations concernés. Nous vous invitons à respecter les délais légaux pour éviter toute pénalité.

Tenue de caisse

Votre activité peut nécessiter la tenue d'une caisse. Cette obligation consiste à tenir un brouillard de caisse retraçant les mouvements financiers d'entrées et de sorties chaque jour avec référence au ticket Z, à conserver les documents justificatifs des mouvements (*rouleaux de caisse enregistreuse, ...*). De plus, une centralisation quotidienne de vos ventes dans un "livre de recettes" est obligatoire. Le non-respect de ces règles peut engendrer une remise en cause de votre comptabilité. Nous sommes à votre disposition pour vous conseiller ou refaire le point sur vos obligations sur la tenue de la caisse.

SIÈGE

RENNES CEDEX - 35065

4 rue du Bourg Nouveau

CS 26544

Tél : 02 23 48 60 60

ANTENNE ADMINISTRATIVE

VANNES CEDEX - 56006

6 rue Yves Guillou

CS 52229

Tél : 02 97 46 30 20

AGENCES :

AURAY - 56400

Z.A.C Porte Océane

8 rue du Danemark

Tél : 02 97 50 50 30

BAIN DE BRETAGNE - 35470

10 rue Anjela Duval

Tél : 02 99 43 84 56

BRUZ - 35170

1 Allée Gustave Eiffel

Campus de Ker Lann

Tél : 02 99 05 02 64

BETTON - 35830

L.A De La Motte d'Ille

Tél : 02 99 55 75 75

CAUDAN - 56850

Zone de Kergoussel

921 rue Jacques-Ange Gabriel

Tél : 02 97 76 99 66

CESSON-SEVIGNE CEDEX - 35577

17 rue des Mesliers

CS 87712

Tél : 02 99 53 76 51

CHATEAUBOURG - 35220

51 rue de Paris

Tél : 02 99 00 87 87

COMBOURG - 35270

25 bd du Mail

Tél : 02 99 73 17 48

DOL DE BRETAGNE - 35120

5 rue de la Marette

Tél : 02 99 48 14 27

GUICHEN - 35580

Valonia - 14 rue Louis Ampère

Tél : 02 99 57 00 57

JANZÉ - 35150

2 rue Pierre Auguste Renoir

Tél : 02 99 47 63 90

LA GUERCHÉ DE BRETAGNE - 35130

13 Grand Mail

Tél : 02 99 96 31 89

LÉCOUSSE - 35133

4 bd André Malraux

Z.A La Martinais

Tél : 02 99 94 85 80

LE FAOUËT - 56320

Parc d'Activités de Kernot - Vihan

Tél : 02 97 23 14 35

MALESTROIT - 56140

12 rue Edouard Entremont

Tél : 02 97 75 15 53

MONTAUBAN DE BRETAGNE - 35360

1 rue des Fontenelles

Z.A De La Gautrais

Tél : 02 99 06 68 20

MONTFORT SUR MEU - 35160

4 ruelle des Ecoles

Tél : 02 99 09 33 33

MOREAC - 56500

Z.A de Keranna - Kérabuse

Tél : 02 97 46 73 73

NIVILLAC - 56130

44 Parc d'Activités des Métairies

Rue Pasteur

Tél : 02 99 90 91 91

PIPRIAC - 35550

1 rue de la Libération

Tél : 02 99 34 38 09

PLOËRMEL - 56800

Parc d'Activités de Brocéliande

Rue des Huloux

Tél : 02 97 74 06 39

PONTIVY - 56300

42 avenue des Cités Unies

Tél : 02 97 25 47 99

QUESTEMBERT - 56230

Z.A Kervault Est

3 rue Charles de Coulomb

Tél : 02 97 26 17 33

REDON - 35600

8 rue Victor Hugo

Tél : 02 99 57 39 08

RENNES - 35011

2 rue Pierre Joseph Colin

CS 71131

Tél : 02 23 48 60 60

SAINT AUBIN DU CORMIER - 35140

3 rue de Dinan

Tél : 02 99 39 77 00

SAINT MALO - 35400

Immeuble Brocéliande

Rue du Grand Jardin

Z.A.C de la Moirerie

Tél : 02 99 20 07 58

VANNES CEDEX - 56006

6 rue Yves Guillou

CS 52229

Tél : 02 97 46 61 00

VERN SUR SEICHE - 35770

7 rue de la Croix Rouge

Tél : 02 99 62 83 04

VITRÉ - 35500

28 Avenue d'Helmstedt

Tél : 02 99 75 10 03

La proximité
pour L'EFFICACITE

CERFRANCE
BROCELIANDE



www.cerfrance-broceliande.fr



Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE



LYCEE SAINT-YVES
Rapport du Commissaire Aux Comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 Août 2025



www.cabinet-collet.org

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos le 31 Août 2025



Lycée Saint-Yves

Rue Sainte Emerance
35 470 BAIN DE BRETAGNE



Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE

Olivier COLLET & Noël GUERIN

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes Associés

LE RHEU

1, passage des Sports
BP 35202
35650 Le Rheu
Tél : 02 99 60 89 18
www.cabinet-collet.org

BEGARD

27, rue de Gra-Vur
22140 Bégard
Tél : 02 96 45 33 63

CESSON-SEVIGNE

1, rue de Paris
Immeuble Atalis 1
35510 Cesson - Sevigné
Tél : 02 99 53 23 23

SARL au capital de 702 000 € - Siret: 83025581600019 - APE : 6920Z - Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts-comptables de la Région de Bretagne

Cabinet COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret : 830 255 816 00019- A.P.E. : 69.20Z

Association de Gestion du Lycée Professionnel Saint-Yves de Bain de Bretagne

Rue Sainte Emerance

35 470 BAIN DE BRETAGNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 17 Décembre 2025

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Août 2025

Cabinet COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret : 830 255 816 00019- A.P.E. : 69.20Z

Sommaire

Contenu

1 – Opinion	3
2 – Fondement de l'opinion	3
2.1 – Référentiel d'audit	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Observations	4
4 – Justification des appréciations	4
5 – Vérifications spécifiques	4
6 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels	5
7 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels	5

Association de Gestion du Lycée Professionnel Saint-Yves de Bain de Bretagne,

Exercice clos le 31 Août 2025,

Rapport du Commissaire Aux Comptes
sur les Comptes annuels

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de Gestion du Lycée Professionnel Saint-Yves de Bain de Bretagne relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{ER} Septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous souhaitons attirer votre attention sur la note intitulée « Impact du changement de plan comptable », figurant en page 5 de l'annexe aux comptes annuels, laquelle présente les conséquences, pour votre association, de l'application du règlement ANC 2023-03, et notamment les incidences sur la présentation de la quote-part d'amortissement des subventions d'investissement, désormais enregistrée en résultat d'exploitation et non plus en résultat exceptionnel comme lors de l'exercice précédent.

4 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre association et exposés dans votre annexe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes, notamment concernant les produits les plus importants et les principales charges. Il s'agit respectivement de la facturation aux familles, des concours publics liés, puis les charges de personnel nécessaires à la réalisation de vos activités. Il nous importe de vérifier régulièrement leur justesse comptable. Ainsi, nous avons vérifié par sondage leur comptabilisation. S'agissant des charges de personnel, nous avons notamment vérifié leur montant brut, les charges sociales afférentes et les provisions qui en découlent.

5 – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

6 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE RHEU
Le 8 Décembre 2025

CABINET COLLET
Commissaire aux Comptes
Noël GUERIN - Associé

SARL CABINET COLLET
Audit & Expertise Comptable
1, passage des sports BP 35202
35650 LE RHEU
Siret : 83025581600019
Tél : 0299608918

■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2025	Net au 31/08/2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	163 836	141 369	22 467	27 531
Constructions	5 246 887	3 695 623	1 551 264	1 734 968
Installations techniques, matériels et outillages industriels	912 213	657 088	255 125	286 966
Autres immobilisations corporelles	179 475	125 734	53 741	59 901
Immobilisations corporelles en cours	13 697		13 697	
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	1 559		1 559	6 230
Prêts				30 000
Total I	6 517 666	4 619 814	1 897 852	2 145 596
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	9 207		9 207	
Avances et acomptes versés sur commandes	8 019		8 019	4 381
Créances				
Créances Usagers et comptes rattachés	122 016	55 090	66 926	77 068
Autres	60 693		60 693	153 768
Charges constatés d'avance	33 428		33 428	41 412
Valeurs mobilières de placement	264 360		264 360	199 360
Disponibilités	463 009		463 009	434 876
Total II	960 732	55 090	905 642	910 864
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 478 398	4 674 904	2 803 494	3 056 460
Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/08/2025	au 31/08/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres complémentaires	95 453	95 453
Fonds propres avec droits de reprise		
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	338 852	338 852
Report à nouveau	927 661	977 079
Excédent ou déficit de l'exercice	-35 443	-49 418
Situation nette (sous-total)	1 326 523	1 361 966
Subventions d'investissement	723 567	824 040
Total I	2 050 090	2 186 006
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	22 533	53 649
Total III	22 533	53 649
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	429 512	536 284
Emprunts et dettes financières diverses	50	50
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	35 378	34 738
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 604	56 673
Dettes fiscales et sociales	126 486	54 852
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		58 390
Autres dettes	56 826	29 809
Produits constatés d'avance	15	46 008
Total IV	730 871	816 804
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 803 494	3 056 460
(1) Dont à plus d'un an (a)	333 361	
Dont à moins d'un an (a)	362 132	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	11 920	10 430
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	2 374	2 069
Ventes de prestations de services	754 578	743 692
Produits des tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 315 542	1 046 371
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	31 116	30 807
Autres produits	5 223	
Total I	2 120 754	1 833 368
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 375	5 471
Autres achats et charges externes	809 529	783 703
Impôts, taxes et versements assimilés	54 820	44 013
Salaires et traitements	739 754	622 191
Charges sociales	226 166	190 530
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	326 256	304 593
Dotations aux provisions		24 971
Autres charges	228	25 822
Total II	2 159 127	2 001 294
1 . RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-38 373	-167 925
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	14 916	9 595
Total III	14 916	9 595
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	9 141	7 459
Total IV	9 141	7 459
2 . RESULTAT FINANCIER (III-IV)	5 776	2 136

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
3 . RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-32 597	-165 789
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		2 394
Sur opérations en capital		120 327
Total V		122 720
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		5 655
Dotations aux amortissements et aux provisions		693
Total VI		6 349
4 . RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		116 372
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 846	
Total des produits (I+III+V)	2 135 671	1 965 683
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 171 114	2 015 101
EXCEDENT OU DEFICIT	-35 443	-49 418

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :

LYCEE PROF. ST YVES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2025, dont le total est de 2 803 494 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 35 443 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/12/2025 par les dirigeants de l'école.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique, d'établissement de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générales, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural. Cet établissement remplit les missions définies à l'article L.813-1 du code rural. Le contrat liant l'association à l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural.

Activités pédagogiques :

- Enseignement secondaire : 303 élèves pour 25 classes.
- Autres activités pédagogiques : voyages internationaux, etc.

Autres activités :

- Restauration scolaire : 297 élèves
- Internat : 54 élèves.
- Activités d'animation du territoire : accueil de groupe, location de salles. Etude surveillée

Moyens mis en œuvre :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 25
- Personnel salarié de l'association : 17 ETP
- Locaux scolaires : L'association est propriétaire de l'ensemble de ses bâtiments. Il n'existe pas de mise à disposition significative de bâtiments par des tiers, hormis la mise à disposition gratuite par la commune de Bain de Bretagne d'équipements sportifs, mais non valorisée, faute d'information fiable.

■ Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2023-03 du 7 juillet 2023 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre. Par exception, et en raison de l'entrée en vigueur du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant les dispositions du règlement ANC n°2018-06, des ajustements dans la présentation et l'évaluation de certains postes ont été opérés pour l'exercice clos 31/08/2025. Leur impact est présenté dans la note « Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre » de la présente annexe.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Subventions d'équipement :

Les subventions d'équipement sont amorties sur la même durée que les immobilisations qu'elles financent. Le montant de la reprise, comptabilisé en produits s'élève à 113 129 € pour cet exercice.

La taxe d'apprentissage :

La politique d'affectation de la taxe d'apprentissage se décide en conseil d'administration, elle peut soit être affectée aux investissements, soit au fonctionnement.

1) Concernant la taxe d'apprentissage affectée aux investissements :

Elle est comptabilisée au passif en 131 et est reprise au compte de résultat suivant la même durée que les investissements qu'elles financent. Le montant de la taxe affectée aux investissements est de 0 € sur l'exercice. Le montant de la reprise pour cet exercice se monte à 260 €.

2) Concernant la taxe d'apprentissage affectée au fonctionnement :

Elle est comptabilisée directement en exploitation via le compte 7482. Le montant de la taxe affectée au fonctionnement est de 14 091 € sur l'exercice.

Rémunération des dirigeants :

La divulgation de cette rémunération conduirait à donner une information nominative. Nous n'en faisons par conséquent pas mention ici.

■ Règles et méthodes comptables

Engagements retraite :

La part des engagements qui ont fait l'objet de provisions s'élève à 22 533 €. La provision pour indemnité de départ en retraite est comptabilisée chaque année pour le personnel de droit privé, en fonction de la date de naissance, de l'ancienneté des personnels et en fonction de la probabilité que les personnes soient encore présentes dans l'association lors de leur départ en retraite.

Les hypothèses retenues sont le départ à 62 ans et un taux de charges de 40%

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 5 à 10 ans
- * Constructions : 10 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 7 à 15 ans
- * Installations techniques : 3 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 7 à 15 ans
- * Matériel de transport : 5 à 7 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

■ Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Impact du changement de plan comptable (ANC 2023-03)

À compter de l'exercice clos le 31/08/2025, l'association applique le règlement ANC 2023-03 relatif à la mise à jour du plan comptable général. Cette évolution entraîne des ajustements dans la présentation et le traitement de certaines opérations.

Principaux impacts identifiés :

Amortissement des subventions d'investissement : la méthode d'amortissement des subventions d'investissement a été revue pour se conformer aux règles actualisées, avec une imputation systématique en résultat d'exploitation sur la durée d'utilisation des biens financés.

Transferts de charges : les modalités de comptabilisation et de présentation des transferts de charges ont été adaptées conformément aux nouvelles dispositions

Lors de l'exercice précédent, les amortissements des subventions d'investissement étaient comptabilisés en résultat exceptionnel pour un total de 118 527€. Si ces amortissements avaient été constatés en résultat d'exploitation, le résultat d'exploitation N-1 aurait été de -49 318 € (contre -167 925€ présenté).

Concernant les transferts de charges, le changement n'est pas significatif, puisque les transferts de charges représentaient 7 786€ en N-1 et leur reclassement n'impacte pas le résultat d'exploitation.

Ces changements n'ont pas d'incidence sur le résultat global, mais améliorent la lisibilité et la conformité des états financiers au nouveau cadre réglementaire.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	163 836			163 836
- Constructions sur sol propre	4 597 191			4 597 191
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	628 549	21 146		649 696
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	874 207	38 005		912 213
- Installations générales, agencements aménagements divers	49 573	2 558		52 131
- Matériel de transport	53 525			53 525
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	70 306	3 513		73 819
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		13 696		13 697
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	6 437 187	78 919		6 516 107
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	6 230		4 671	1 559
- Prêts et autres immobilisations financières	30 000		30 000	
Immobilisations financières	36 230		34 671	1 559
ACTIF IMMOBILISE	6 473 418	78 919	34 671	6 517 666

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	136 305	5 064		141 369
- Constructions sur sol propre	3 215 472	159 138		3 374 610
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	275 301	45 713		321 013
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	587 242	69 846		657 088
- Installations générales, agencements aménagements divers	16 614	4 541		21 155
- Matériel de transport	37 025	5 400		42 425
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	59 864	2 289		62 154
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 327 822	291 992		4 619 814
ACTIF IMMOBILISE	4 327 822	291 992		4 619 814

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 216 138 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	122 016	122 016	
Autres	60 693	60 693	
Charges constatées d'avance	33 428	33 428	
Total	216 138	216 138	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Méthode : Provisionnement à hauteur de 70 % pour les créances âgées de 6 à 12 mois et 100 % pour celles de plus de 12 mois à la date de clôture.

Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	
Indemnités journalières à recevoir	
Produits à recevoir	8 497
Total	57 064

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	20 826	34 264		55 090
Total	20 826	34 264		55 090
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		34 264		
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r	95 453				95 453
Fonds propres avec droit de r					
Ecart de réévaluation					
Réserves	338 852	-49 418		-49 418	338 852
Report à Nouveau	977 079			49 418	927 661
Excédent ou déficit de l'exerci	-49 418	49 418		35 443	-35 443
Situation nette	1 361 966			35 443	1 326 523
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	824 040			100 473	723 567
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
TOTAL	2 186 006			135 916	2 050 090

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charge	53 649		31 116		22 533
Total	53 649		31 116		22 533
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation Financières Exceptionnelles			31 116		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 695 493 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	429 512	96 151	246 279	87 082
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	50	50		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 604	82 604		
Dettes fiscales et sociales	126 486	126 486		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	56 826	56 826		
Produits constatés d'avance	15	15		
Total	695 493	362 132	246 279	87 082
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	106 591			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	481
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 194
Dettes fiscales et sociales	36 756
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	4 296
Total	58 728

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance			
Total	33 428		

■ Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 704 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		1 041 107				1 041 107
Subventions d'exploitati	140 568		6 648			274 436
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investisse		4 905	108 224			
						1 315 542

Résultat financier

L'impôt sur les sociétés sur les produits financiers perçus au cours de l'exercice s'élève à 2 846€ pour l'ensemble de l'association.

■ Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Nantissement Epargne pour garantie prêt CAM dont le CRD à la clôture est de	172 527
Autres engagements donnés	172 527
Total	172 527

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Subventions d'équipements notifiées correspondant à des dépenses non facturées	119 272
Autres engagements reçus	119 272
Legs nets à réaliser	
Total	119 272

■ Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

L'association bénéficie de la mise à disposition non exclusive et gratuite par la commune de Bain-de-Bretagne d'équipements sportifs. Cette contribution volontaire n'a pas été valorisée.